

Une légère amélioration de l'économie française

Le PIB progresse de 1,1 % en volume en 2015¹, soit un rythme proche de celui enregistré en 2014 (+0,9 %), [tableau 1]. Les dépenses de consommation des ménages (+1,4 %, après +0,7 % en 2014) contribuent positivement à la croissance du PIB en 2015. De même, la formation brute de capital fixe, qui mesure l'investissement se redresse après avoir stagné en 2014 (+1,0 % en volume en 2015). A l'inverse, les échanges extérieurs pèsent sur la croissance du PIB en 2015, les importations (+5,7 %) progressant à un rythme plus soutenu que les exportations (+4,3 %). En 2015, le PIB progresse de +2,2 % en valeur (après +1,5 % en 2014 et 1,4 % en 2013) [graphique 1].

Le marché du travail continue de se dégrader

Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C² poursuit sa hausse entamée mi-2008 : +6,1 % en moyenne annuelle en France entière pour 2015, après +5,1 % en 2014.

En 2015, le taux de chômage au sens du BIT³ s'élève à 10,4 % en moyenne annuelle en France entière, soit un niveau légèrement plus haut que celui enregistré en 2014 (10,3 %). Au 4^e trimestre 2015, il s'établit toutefois à 10,2 %, en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. En glissement sur un an, le taux de chômage diminue de 0,1 point.

Sur le champ de la France métropolitaine, le taux d'emploi au sens du BIT des 15-64 ans est resté quasiment stable, à 64,4 % au quatrième trimestre 2015 (64,3 % au quatrième trimestre de l'année précédente).

L'année 2015 est marquée par une inflation nulle

L'absence d'inflation (après 0,4 % enregistré en 2014) [tableau 2] est liée au fort recul des prix de l'énergie, en particulier des prix des produits pétroliers.

Le contexte macroéconomique pèse sur la croissance de la masse salariale...

Dans ce contexte de faible croissance du PIB et des prix, la progression de la masse salariale du secteur privé, quoiqu'en légère hausse par rapport à 2014, demeure très contenue et s'établit à +1,7 % en 2015 (+1,5 % en 2014). En effet, la légère hausse du PIB a peu d'effet sur l'évolution du volume d'emplois, tandis que celle de l'inflation modère la revalorisation du smic.

L'évolution de la masse salariale constitue le principal déterminant de la croissance des cotisations sociales,

première ressource de la protection sociale (62 % du total) [fiche 9].

... et sur celle des prestations versées aux ménages

Les revalorisations annuelles des prestations sociales se différencient par leurs modes de calculs, par les indices de référence retenus mais également par la date à laquelle elles interviennent. La grande majorité des prestations sociales sont revalorisées en fonction de l'inflation (prestations familiales, pensions de retraite et d'invalidité, RSA, ASS...) et ce, afin de garantir le pouvoir d'achat des ménages. Dans certains cas, la revalorisation s'applique aux paramètres utilisés pour définir le montant ou le droit à prestation (plafonds de ressources...).

En 2015, l'inflation nulle contribue directement à ralentir le rythme de croissance des prestations de protection sociale versées aux ménages (+1,6 %, après +2,6 % en 2014), compte tenu de son effet sur leur taux de revalorisation. En particulier, les montants des prestations revalorisées annuellement (pensions de retraite, d'invalidité, prestations familiales, rentes d'accidents du travail...) dépendent de la progression des prix. Leur taux de revalorisation est indexé sur l'inflation estimée pour l'année en cours (n) à laquelle s'ajoute un correctif correspondant à l'écart éventuel entre la prévision de l'année précédente ($n-1$) et l'inflation effectivement constatée en $n-1$.

L'effet modérateur des moindres revalorisations sur le niveau des prestations versées aux ménages est amplifié par l'effet de certaines mesures mises en œuvre en 2014 et dont les effets jouent en année pleine en 2015 : diverses mesures relatives aux allocations familiales, nouvelles dispositions de la convention d'assurance chômage...

La situation économique en 2016

En 2016, selon des données INSEE encore provisoires, la croissance du PIB est légèrement plus dynamique (+1,2 % en volume, soit +1,6 % en valeur). En France entière, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 10,1 % en moyenne annuelle. Les dépenses de consommation des ménages progressent de +2,3 % en volume. La masse salariale s'améliore significativement pour s'établir à +2,4 %, en lien avec légère amélioration de l'emploi. L'évolution des prix hors tabac demeure quasi nulle (+0,1 %).

1. « Les comptes de la nation en 2016 », INSEE résultats, n°1650, mai 2017.

2. Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (cat. A), ayant exercé une activité dite « réduite courte » (cat. B, de 78 heures ou moins au cours du mois) ou « réduite longue » (cat. C, plus de 78 heures au cours du mois).

3. Personne sans emploi en âge de travailler (âgée de 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou qui a trouvé un emploi qui commence dans les trois prochains mois).

Tableau 1 Le PIB et ses composantes en France

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente en %, montants en milliards d'euros

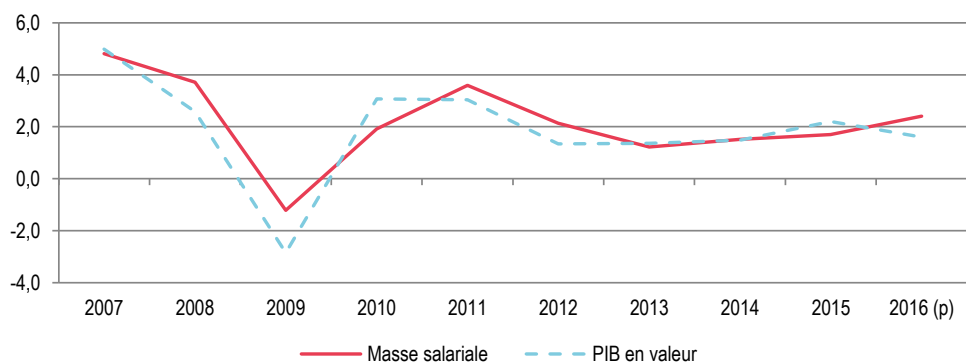
	Évolution en volume			Valeur	
	14/13	15/14	16 (p)/15	2015	2016 (p)
Produit intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	2 194	2 229
Importations	4,8	5,7	4,2	684	696
Consommation des ménages	0,7	1,4	2,3	1 161	1 186
Consommation des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	182	183
Formation brute de capital fixe	0,0	1,0	2,8	473	489
Exportations	3,3	4,3	1,8	651	652

(p) : données provisoires.

Source > INSEE-CNA.

Graphique 1 Évolutions du PIB et de la masse salariale du secteur privé

Évolutions en % des agrégats en valeur



(p) : données provisoires.

Sources > INSEE-CNA, ACOSS.

Tableau 2 Taux d'évolution des principales grandeurs macroéconomiques

En % et en moyenne annuelle

	2013	2014	2015	2016 (p)
Masse salariale privée	1,2	1,5	1,7	2,4
Emploi (effectifs moyens)	-0,6	0,0	0,1	1,0
Salaire (moyen par tête - SMPT)	1,8	1,6	1,6	1,4
Inflation hors tabac	0,7	0,4	0,0	0,2
Revalorisation des pensions	1,5	0,3	0,0	0,1
Revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF)	1,2	0,7	0,1	0,1

(p) : données provisoires.

Sources > INSEE, ACOSS, CNAF.